



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE

N°138 – PERIODE DU 1^{ER} AU 31 AOUT 2016

CONSULTATION SUR PLACE :

Accueil de la Mairie 46 Avenue de Gameville 31650 Saint-Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30

ARRETES

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Monsieur Thierry ARCARI
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 23 septembre 2016
à 16 heures 30 minutes au 26 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

ARRETONS SOUS N° 25 336

ARTICLE 1 Monsieur Thierry ARCARI

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 23 septembre 2016
à 16 heures 30 minutes au 26 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.**

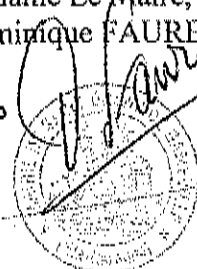
Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 14 septembre 2016.

Madame Le Maire,
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 15/09/16
Et publication, affichage ou notification le



**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Dominique FAURE
Maire

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Madame Sophie CLEMENT
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 16 septembre 2016 à 16 heures 30 minutes au 19 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

ARRETONS SOUS N° 25 335

ARTICLE 1 Madame Sophie CLEMENT

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 16 septembre 2016 à 16 heures 30 minutes au 19 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

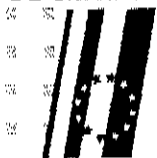
Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 14 septembre 2016.

Madame Le Maire,
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 15/09/2016
Et publication, affichage ou notification le



AUTORISATION D'EXHUMATION

Nous, Maire de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

VU la demande présentée par Mme BESSE Véronique et Mr BESSE Didier, en vue d'obtenir l'autorisation d'exhumer du dépositaire case n° 1 du cimetière de Saint-Orens, le corps de Mme CASTÉRAS Claude Germaine décédée le 19 août 2016.

Considérant que Mme BESSE Véronique et Mr BESSE Didier sont les plus proches parents et que la SARL VRTP, pompes funèbres, ont été désignées en qualité de mandataire pour les représenter les jour et heure de l'exhumation.

ARRETE N° 25334

Article 1 : Autorisons les demandeurs à faire procéder à l'exhumation de ce corps, en vue de sa réinhumation dans la concession perpétuelle familiale n° 132, située dans le cimetière de Ninaret NC I, de Saint-Orens de Gameville, emplacement T 6/10 (T/60).

Article 2 : Ces opérations auront lieu le 20 septembre 2016 à 7h15, en présence du pétitionnaire ou de son mandataire.

L'opérateur funéraire habilité à l'exécution de cette opération est la SARL VRTP, pompes funèbres à Villefranche de Lauragais.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 14 septembre 2016

Madame le Maire
Dominique FAURE



Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Autorisation d'exhumation du corps de Mme CASTÉRAS Claude du dépositaire case n. 1 et réinhumation dans la concession familiale BESSE au cimetière de Ninaret NOI emplacement T6/10 (T/30) le 20 septembre 2016.

Date de transmission de l'acte : 15/09/2016

Date de réception de l'accusé de réception : 15/09/2016

Numéro de l'acte : 25334 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 031-213105087-20160914-25334-AI

Date de décision : 14/09/2016

Acte transmis par : Hélène BOUSCARY

Nature de l'acte : Arrêtés individuels

Matière de l'acte : 6. Libertés publiques et pouvoirs de police
6.1. Police municipale



AUTORISATION D'EXHUMATION

Nous, Maire de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

VU la demande présentée par Mme BESSE Véronique et Mr BESSE Didier, en vue d'obtenir l'autorisation d'exhumer de la concession familiale située dans le cimetière de Ninaret NC I, de Saint-Orens de Gameville, emplacement T6/10 (T/60), concession Perpétuelle n° 132,

Les corps de :

- BESSE Jean Isaïe Célestin décédé le 1er octobre 1995

- FREDERIC Louise Andrée épouse CASTÉRAS décédée en 1971

Considérant que Mme BESSE Véronique et Mr BESSE Didier sont les plus proches parents et que la SARL VRTP, pompes funèbres, ont été désignées en qualité de mandataire pour les représenter le jour et heure de l'exhumation.

ARRETE N° 25 333

Article 1 : Autorisons les demandeurs à faire procéder à l'exhumation de ces corps, en vue de leur réduction et de leur réinhumation dans la même concession susvisée.

Article 2 : Ces opérations auront lieu le 20 septembre 2016 à 7h15, en présence du pétitionnaire ou de son mandataire.

L'opérateur funéraire habilité à l'exécution de cette opération est la SARL VRTP, pompes funèbres à Villefranche de Lauragais.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 13 septembre 2016

Madame le Maire
Dominique FAURE

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Autorisation d'exhumation, de réductions de corps et de réinhumation dans la concession BESSE au cimetière Ninaret NC I, emplacement T6/10 (T/80) le 20 septembre 2016.

Date de transmission de l'acte : 15/09/2016

Date de réception de l'accusé de réception : 15/09/2016

Numéro de l'acte : 25333 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 031-213105067-20160915-25333-AI

Date de décision : 15/09/2016

Acte transmis par : Hélène BOUSCARY

Nature de l'acte : Arrêtés individuels

Matière de l'acte : 6. Libertés publiques et pouvoirs de police
6.1. Police municipale

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION A L'OCCASION DU
REPAS DE QUARTIER DES LOTISSEMENTS
BEL HORIZON ET PYRENEES**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Monsieur Tricot au nom de l'Association « Bien Vivre au Sud-Est de Saint-Orens – BVSESO » en date du 28 juin 2016, à l'occasion du repas de quartier des lotissements Bel Horizon et Pyrénées le dimanche 18 septembre 2016.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier des lotissements Bel Horizon et Pyrénées organisé par l'Association « Bien Vivre au Sud-Est de Saint-Orens – BVSESO » et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N° 25325 / 2016

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier –Bel Horizon/Pyrénées», la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux sur la placette de la rue des Pyrénées entre les numéros 15 et 21, située en agglomération.

LE DIMANCHE 18 SEPTEMBRE 2016 DE 10H00 A 20h00

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Le 13 septembre 2016,

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire

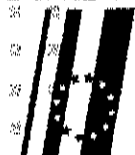


Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le :

18 septembre 2016

Et après transmission en Préfecture : néant



AUTORISATION D'EXHUMATION

Nous, Maire de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

VU la demande présentée par Mme LUNARDON Hélène et Mme MARTY Monique, en vue d'obtenir l'autorisation d'exhumer, du caveau familial situé dans le cimetière de Ninaret NCI de Saint-Orens de Gameville, emplacement B/13 (C2/14), concession perpétuelle n° 22,

Les corps de :

- LUNARDON Giovanni décédé le 29 janvier 1955,
- PILATI Maria décédée le 19/04/1969
- LUNARDON Innocent décédé le 13/11/2015

Considérant que Mesdames LUNARDON Hélène et MARTY Monique sont les plus proches parents et que Les Pompes Funèbres Garonnaises - Ets Mamy ont été désignées en qualité de mandataire pour les représenter le jour et heure de l'exhumation.

ARRETE N° 25 297

Article 1 : Autorisons les demandeurs à faire procéder à l'exhumation de ces corps, en vue :

- de la manipulation du corps de Mr LUNARDON Innocent, décédé le 13/11/2015
- de la réduction des autres corps,
- de la réinhumation de tous les corps :

dans la même concession susvisée,

Article 2 : Ces opérations auront lieu le 8 septembre 2016 à 7h15, en présence du pétitionnaire ou de son mandataire.

L'opérateur funéraire habilité à l'exécution de cette opération sont les Pompes Funèbres Garonnaises - Ets Mamy.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 5 septembre 2016

Madame le Maire,
Dominique FAURE.



Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Autorisation d'exhumation, de réduction de corps et de réinhumation pour Famille LUNARDON pour le 8 septembre 2016.

Date de transmission de l'acte : 07/09/2016

Date de réception de l'accusé de réception : 07/09/2016

Numéro de l'acte : 25297 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 031-213105067-20160905-25297-AI

Date de décision : 05/09/2016

Acte transmis par : Hélène BOUSCARY

Nature de l'acte : Arrêtés individuels

Matière de l'acte : 6. Libertés publiques et pouvoirs de police
6.1. Police municipale

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 05/09/2016, autorisation de stationnement

Considérant qu'il y a lieu de modifier le stationnement ;

ARRETE S/N° 25291

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE
NOM : Mme GUIBET et M. PROTIN ADRESSE : 3 rue Pablo NERUDA 31650 Saint Orens Tel : 06 41 39 00 37 Mail : sylvainprotin@hotmail.fr

- Autorisation de stationnement d'un véhicule avec remorque dans la rue

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
28 septembre de 5h à 15h**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie**



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le :

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18,
R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé
à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 29/08/2016, travaux de voirie

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25289**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : pole territorial Est	NOM : LHERM TP
ADRESSE : 1 rue de Luan	ADRESSE : chemin Dubac
31300 BALMA	31270 CUGNAUX
Responsable chantier : Eric LALANNE	Responsable chantier : Gabriel BANDIERA
Tel : 05 67 73 89 00	Tel : 06 74 52 98 39
Mail : eric.lalanne@toulouse-metropole.fr	Mail : g.bandiera@orange.fr

- Autorisation de travaux en alternat, avec occupation des trottoirs.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

19 septembre au 7 octobre 2016

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le :

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 29/08/2016, travaux de voirie

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25288

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : pole territorial Est ADRESSE : 1 rue de Luan 31300 BALMA Responsable chantier : Eric LALANNE Tel : 05 67 73 89 00 Mail : eric.lalanne@toulouse-metropole.fr	NOM : LHERM TP ADRESSE : chemin Dubac 31270 CUGNAUX Responsable chantier : Gabriel BANDIERA Tel : 06 74 52 98 39 Mail : g.bandiera@orange.fr

- Autorisation de travaux sur piétonnier et espaces verts
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
19 au 30 septembre 2016**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le :

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 29/08/2016, travaux de voirie

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25287

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : pole territorial Est ADRESSE : 1 rue de Luan 31300 BALMA Responsable chantier : Eric LALANNE Tel : 05 67 73 89 00 Mail : eric.lalanne@toulouse-metropole.fr	NOM : LHERM TP ADRESSE : chemin Dubac 31270 CUGNAUX Responsable chantier : Gabriel BANDIERA Tel : 06 74 52 98 39 Mail : g.bandiera@orange.fr

- Autorisation de travaux en rue barrée, mise en place d'une déviation par la rue des Mûriers et l'avenue Laboulihe.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
12 au 23 septembre 2016**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie**



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le :

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Serge MEXES, président de l'association du Comité des Fêtes, domicilié 46, avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, place Jean Bellières, à l'occasion du vide-grenier du 11 septembre 2016.

Nom et signature de l'intéressé :

Le 03/09/2016



ARRETE S/N° 25287 B

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal le numéro 24170 du 02 juin 2015 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de sécurité, de communication, de protocole, de défense, et d'anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 02 septembre 2016 par, Monsieur Serge MEXES, président de l'association du Comité des Fêtes, domicilié 46, avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Monsieur Serge MEXES, président de l'association du Comité des Fêtes, domicilié 46, avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, place Jean Bellières à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du vide-grenier du 11 septembre 2016.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP
Adjoint au Maire

Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation



Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 02 septembre 2016.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213- 6 et R. 2241-1

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 et suivants et R. 2122-1 et suivants

Vu le Code de la voirie routière et notamment son article L. 113-2

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92,

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;

Vu la demande en date du 25 août 2016 de l'entreprise :

DEMENAGEMENT GUIGARD SN, 98 rue du Dauphiné 69800 SAINT PRIEST

Considérant qu'en raison d'un déménagement, il est nécessaire d'autoriser le stationnement d'un camion devant le N° 53 bis rue de Fondargent

ARRETE S/N° 25277

ARTICLE 1

Le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions suivantes :

- Mise en place de la signalisation assurant la sécurité des usagers
- La circulation et l'accès aux propriétés riveraines devront être maintenus durant la période d'occupation du domaine public ci-dessous désignée.

Du 31 août au 1^{er} septembre 2016

ARTICLE 2 :

La présente autorisation est donnée à titre précaire et révocable.

Il appartient au pétitionnaire de réserver l'emplacement nécessaire au stationnement de son matériel

Il appartient au pétitionnaire de veiller à la propreté des lieux ainsi qu'à leur remise en état.

ARTICLE 3

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 5

Le Maire de SAINT-ORENS (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6

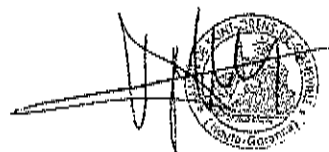
Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- aux Pétitionnaires (l'entreprise ou la personne chargée des travaux).
- la Police Municipale.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 30 août 2016

Pour Le Maire et par délégation

L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : - 2 SEP. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION****Instauration de sens unique de circulation
Rue du Centre**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25 à R.411-28 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

Considérant la nécessité de réglementer et de fluidifier la circulation des véhicules sur la commune, plus précisément rue du Centre, un sens unique de circulation de véhicules sera mis en place ;

ARRETE S/N : 25276

ARTICLE 1

Dans l'agglomération de Saint-Orens de Gameville, un sens unique est instauré et la circulation de tous types de véhicules sera réglementée comme suit :

- Rue du Centre, dans sa partie comprise entre la sortie du parking rue du Centre situé face à l'entrée de la salle du Lauragais et le rond-point de la rue du Centre.

Du lundi 05 au vendredi 09 septembre 2016 inclus

ARTICLE 2

La signalisation verticale et/ou horizontale réglementaire correspondante, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle correspondante sera mise en place et entretenue par Toulouse Métropole dans les lieux de la commune de Saint-Orens de Gameville définis ci-dessus.

ARTICLE 3

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R.421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse - 68 Rue Raymond IV - 31000 Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

ARTICLE 6

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant de Gendarmerie Nationale de Saint-Orens de Gameville, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté municipal sera adressée à Monsieur le chef de Centre d'Incendie et de Secours de Ramonville-Saint-Agne.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 30 août 2016.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le :

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION****Instauration de sens unique de circulation
Rue du Centre**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25 à R.411-28 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

Considérant la nécessité de réglementer et de fluidifier la circulation des véhicules sur la commune, plus précisément rue du Centre, un sens unique de circulation de véhicules sera mis en place ;

ARRETE S/N : 25273

ARTICLE 1

Dans l'agglomération de Saint-Orens de Gameville, un sens unique est instauré et la circulation de tous types de véhicules sera réglementée comme suit :

- Rue du Centre, dans sa partie comprise entre la sortie du parking rue du Centre situé face à l'entrée de la salle du Lauragais et le rond-point de la rue du Centre.

Du jeudi 1er au vendredi 02 septembre 2016 inclus

ARTICLE 2

La signalisation verticale et/ou horizontale réglementaire correspondante, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle correspondante sera mise en place et entretenue par Toulouse Métropole dans les lieux de la commune de Saint-Orens de Gameville définis ci-dessus.

ARTICLE 3

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R.421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse - 68 Rue Raymond IV - 31000 Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

ARTICLE 6

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant de Gendarmerie Nationale de Saint-Orens de Gameville, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté municipal sera adressée à Monsieur le chef de Centre d'Incendie et de Secours de Ramonville-Saint-Agne.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 30 août 2016.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 30.8.2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213- 6 et R. 2241-1

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 et suivants et R. 2122-1 et suivants

Vu le Code de la voirie routière et notamment son article L. 113-2

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92,

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;

Vu la demande en date du 29 août 2016 de :

Monsieur DEVAUX Philippe, 3 rue des Acacias 31650 Saint-Orens de Gameville

Considérant qu'en raison d'évacuation de gravats, il est nécessaire d'autoriser le stationnement d'une benne au n° 3 rue des Acacias

ARRETE S/N° 25271

ARTICLE 1

Le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions suivantes :

- Mise en place de la signalisation assurant la sécurité des usagers
- La circulation et l'accès aux propriétés riveraines devront être maintenus durant la période d'occupation du domaine public ci-dessous désignée.

Du 2 au 05 septembre 2016

ARTICLE 2 :

La présente autorisation est donnée à titre précaire et révocable.

Il appartient au pétitionnaire de réserver l'emplacement nécessaire au stationnement de son matériel

Il appartient au pétitionnaire de veiller à la propreté des lieux ainsi qu'à leur remise en état.

ARTICLE 3

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 5

Le Maire de SAINT-ORENS (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6


Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- aux Pétitionnaires (l'entreprise ou la personne chargée des travaux).
- la Police Municipale.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 29 août 2016

Pour Le Maire et par délégation

L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : - 2 SEP. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 19/08/2016, réseau AEP

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25261

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : TOULOUSE METROPOLE - DGDEP ADRESSE : 6 rue René Leduc 31105 TOULOUSE Responsable chantier : Christophe CORDON Tel : 06.42.57.19.80 Mail : christophe.cordon@toulouse-metropole.fr	NOM : EHTP ADRESSE : 5 chemin de Moundran 31470 FONSORBES Responsable chantier : LEROY David Tel : 05.62.14.74.90 Mail : david.leroy@ehtp.fr

- Autorisation de travaux en alternat par feux tricolores ou piquets K10
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

24 août au 02 septembre 2016

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



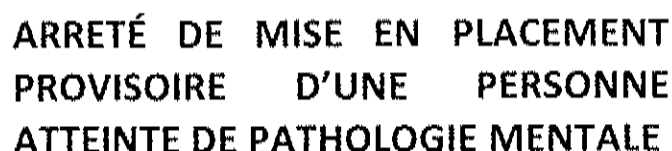
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/08/16

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

23 AOUT 2016



Vu le Code de la santé publique et notamment son article L. 3213-2 qui autorise le Maire, en cas de danger imminent pour la sûreté des personnes, attesté par un avis médical, à prendre à l'égard des personnes dont le comportement révèle des troubles mentaux manifestes, toutes les mesures provisoires nécessaires, à charge d'en référer dans les vingt-quatre heures au représentant de l'Etat dans le département qui statue sans délai et prononce, s'il y a lieu, un arrêté d'admission en soins psychiatriques dans les formes prévues à l'article L. 3213-1 du Code de la santé publique,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2212-2,

Vu les dispositions de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 24,

Vu les dispositions de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, et notamment ses articles 1^{er} et 2.

Considérant que le comportement décrit représente un danger imminent pour la sûreté des personnes et oblige l'autorité de police à prendre des mesures immédiates afin de protéger l'ordre public ;

Considérant que les circonstances décrites empêchent de procéder à la procédure contradictoire prévue à l'article 24 de la loi du 12 avril 2000 et nécessitent de prendre immédiatement en urgence des mesures provisoires visant à confirmer l'existence d'un trouble mental et à protéger l'ordre public.

Le transport du susnommé sera effectué par un service d'ambulances.

ARTICLE 3

Copies du présent arrêté et du certificat médical seront transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, - Agence Régionale de Santé-Midi Pyrénées (par fax au : 05 34 30 26 46) et à Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de Gérard MARCHANT ou de CASSELARDIT (rayer le centre non choisi).

ARTICLE 4

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint-Orens de Gameville et Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de Gérard MARCHANT sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5

La régularité et le bien-fondé du présent arrêté peuvent être contestés devant le juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de TOULOUSE dans le cadre d'une saisine sur le fondement de l'article L. 3211-12 du Code de la santé publique.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance



Alain MASSA,
1^{er} Adjoint au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19/08/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la Santé Publique et plus particulièrement l'article L 3213-2,
Vu notre arrêté n° 25259 établi en date du 19/08/2016 ordonnant la mise en placement provisoire
d'une personne atteinte de pathologie mentale en service spécialisé de Monsieur Damien BERNARD
demeurant au foyer de La Demeure 9 rue de Nazan 31650 Saint Orens de Gameville

ARRETE S/N° 25260

ARTICLE 1

La société d'ambulances Inter Assistance est requise pour assurer le transport de Monsieur Damien
BERNARD en service spécialisé à l'Hôpital MARCHANT.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A Monsieur le Trésorier de Saint Orens de Gameville
- Aux intéressés.

Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance



**Alain MASSA,
1^{er} Adjoint au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19/08/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 12/08/2016, Adduction Eau Potable

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25249

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : TOULOUSE METROPOLE ADRESSE : 6 rue René Leduc 31505 TOULOUSE CEDEX5 Responsable chantier : Tel : 05.81.91.78.07 Mail :	NOM : THOMAS et DANIZAN Midi-Pyrénées ADRESSE : 4 chemin de Goubard 31270 VILLENEUVE TOLOSANE Responsable chantier : NEVES Delphine Tel : 0561616350 Mail : neves@groupepastorello.com

- Autorisation de travaux en alternat par feux tricolores ou piquets K10
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

22 août au 22 septembre 2016

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 18/08/16

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213- 6 et R. 2241-1

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 et suivants et R. 2122-1 et suivants

Vu le Code de la voirie routière et notamment son article L. 113-2

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92,

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature numéro 23063 du 14 avril 2014, accordée à Monsieur Etienne LOURME – 9^{ème} adjoint au maire.

Vu la demande en date du 09 août 2016 de l'entreprise :

SARL LATEULADE, Impasse de Pombie 64121 SERRES-CASTET

Considérant qu'en raison d'un déménagement, il est nécessaire d'autoriser le stationnement d'un camion devant le N° 15 avenue du Lauragais

ARRETE S/N° 25247

ARTICLE 1

Le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions suivantes :

- Mise en place de la signalisation assurant la sécurité des usagers
- La circulation et l'accès aux propriétés riveraines devront être maintenus durant la période d'occupation du domaine public ci-dessous désignée.

le 25 août 2016

ARTICLE 2 :

La présente autorisation est donnée à titre précaire et révocable.

Il appartient au pétitionnaire de réserver l'emplacement nécessaire au stationnement de son matériel

Il appartient au pétitionnaire de veiller à la propreté des lieux ainsi qu'à leur remise en état.

ARTICLE 3

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 5

Le Maire de SAINT-ORENS (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6

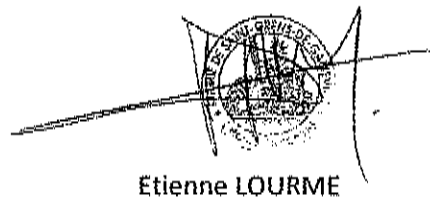
Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- aux Pétitionnaires (l'entreprise ou la personne chargée des travaux).
- la Police Municipale.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 12 août 2016

Pour Le Maire et par délégation

L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 12/08/16

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETE
POUR OCCUPATION PRIVATIVE
SANS EMPRISE DU DOMAINE PUBLIC
COMMUNAL**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213- 6 et R. 2241-1

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 et suivants et R. 2122-1 et suivants

Vu le Code de la voirie routière et notamment son article L. 113-2

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92,

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature numéro 23063 du 14 avril 2014, accordée à Monsieur Etienne LOURME – 9ème adjoint au maire.

Vu la demande en date du 11 août 2016 de :

SOLTECHNI, 11 bis, avenue de Larrieu 31100 TOULOUSE

Considérant qu'en raison des travaux sur la propriété du pétitionnaire, il est nécessaire d'autoriser la dépose de matériaux et d'une benne sur le domaine public, situé sur une place de parking, face au 8 rue des Eglantines

ARRETE S/N° 25246

ARTICLE 1

Le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions suivantes :

- Mise en place de la signalisation assurant la sécurité des usagers,
- Balisage de la benne et des stocks de matériaux
- L'entreprise s'engage à la remise en état du site (terre à gazon et ensemencement)
- L'accès aux propriétés riveraines devra être maintenu durant la période d'occupation du domaine public ci-dessus désigné.

Du 17 au 29 août 2016

1. 德意志銀行 (Deutsche Bank)
 2. 荷蘭銀行 (ABN-Amro Bank)
 3. 法國巴黎銀行 (Banque Paribas)
 4. 瑞士銀行 (Credit Suisse)
 5. 西班牙銀行 (Banco Santander)
 6. 意大利銀行 (Banca Intesa)
 7. 比利時銀行 (KBC Bank)
 8. 奧地利銀行 (Bank Austria)
 9. 葡萄牙銀行 (Banco Comercial)
 10. 希臘銀行 (Bank of Greece)
 11. 捷克銀行 (Česká spořitelna)
 12. 匈牙利銀行 (Magyar Bank)
 13. 波蘭銀行 (PKO Bank)
 14. 斯洛伐克銀行 (Slovenská sporiteľňa)
 15. 羅馬尼亞銀行 (Banca Transilvania)
 16. 塞浦路斯銀行 (Bank of Cyprus)
 17. 馬耳他銀行 (Bank of Malta)
 18. 愛沙尼亞銀行 (Eesti Pank)
 19. 拉脫維亞銀行 (Latvian Bank)
 20. 立陶宛銀行 (Lithuanian Bank)

Il appartient au pétitionnaire de veiller à la propreté des lieux ainsi qu'à leur remise en état.

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Le Maire de SAINT ORENS (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- au Pétitionnaire
- la Police Municipale.

Pour Le Maire et par délégation



Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Madame Josiane CAVALLI épouse LASSUS PIGAT
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 2 septembre 2016 à 16 heures 30 au 5 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

ARRETONS SOUS N° 25065

ARTICLE 1 **Madame Josiane CAVALLI épouse LASSUS PIGAT**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 2 septembre 2016 à 16 heures 30 au 5 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

ARTICLE 2 **Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

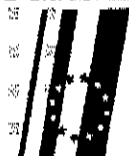
Fait à Saint-Orens de Gameville, le 24 août 2016.

Madame Le Maire,
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le



DECISIONS



DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

**CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

Concession n° : 2016022
Emplacement : N/19
Date Echéance : perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **Mme HUGUET Annie, Isabelle, Marie (épouse TCHAM)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 10 Allée des Rolliers**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 62/2016

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme TCHAM Annie, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale :

une **CONCESSION PERPÉTUELLE**

à compter du 5 septembre 2016 .

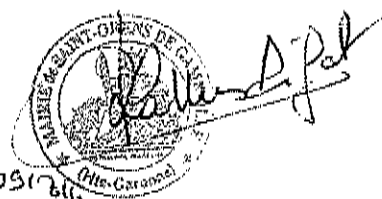
Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **3280,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

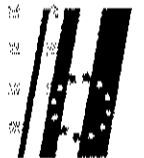
Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressée. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 6 septembre 2016.

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire
Mme Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales



Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

09/09/2016



DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2016021
Emplacement : N/3
Date Echéance : perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **Mme BELOU Céline** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 4 allée de Tardieu, appartement 203, bâtiment B**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 61/2016

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme BELOU Céline et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Restreinte** :

une CONCESSION PERPETUELLE

à compter du 22 août 2016.

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **2210,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressée. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 1er septembre 2016

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire
Mme Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 05/09/16
Et publication, affichage ou notification le



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.**
**10^{ème} Alinéa – Don de matériel, mobilier
et ouvrages scolaires, inutilisés par la
collectivité**
Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la demande de l'ONG MOSAÏQUE en date du 21 Juillet sollicitant la collectivité pour bénéficier
de matériels, mobiliers, ouvrages scolaires usagés, et inutilisés à destination de la Côte d'Ivoire
dans le cadre d'une action humanitaire envers les enfants tout particulièrement,

Considérant que des biens de ce type sont à ce jour stockés dans les écoles élémentaires Catala et
H. PUIS et à la Maison Petite Enfance et ne sont plus utilisés, car vétustes ou ne correspondant
plus aux besoins,

Considérant que ces biens sont amortis et n'ont dès lors, plus de valeur comptable, et sont
destinés à être réformés,

DECIDE S/N° 60-2016
ARTICLE 1

D'accorder l'aliénation à titre gratuit, et le retrait sur place gratuitement, des matériels, mobiliers,
et ouvrages scolaires usagés, et inutilisés, suivants, à L'ONG MOSAÏQUE, située au 01 BP 10742
Abidjan 01 Côte d'Ivoire, et dont la présidente est Mme Le Maire Thérèse NDA.

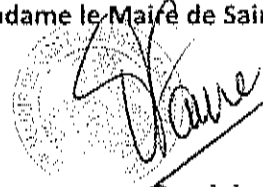
Matériels/Mobiliers	Quantité
Maison de la Petite Enfance	
Lits berceaux à barreaux (achetés pour l'ouverture sept 1995)	5
Lits couchette (achetés pour l'ouverture sept 1995)	2
Matelas pour lit berceaux (achetés pour l'ouverture sept 1995)	6
Tables orthogonale fournisseur MATOU (achetés pour l'ouverture sept 1995)	2
Chaise enfant fournisseur MATOU (achetés pour l'ouverture sept 1995)	2
Tapis de sols de couleur rose	3
Tapis de change, fournisseur CAMEL DIAM	1
Coussin d'allaitement	1
Edredon	1
Coussin hyppopotame	1
Portique bébé	1
Troteurs (tyle moto)	3
Table adulte rectangulaire (plateau crème/ époxy gris)	1
Table adulte rectangulaire (plateau bleu/ époxy gris)	1
Etagère en bois blanche	1
Etagère métallique	1
Panneau d'affichage	1
Ecole élémentaire H. Puis	
Tables	2

Matériels/Mobiliers	Quantité
Ecole élémentaire Catala	
Chaise assise bois/ époxy vert,gris	26
Chaise avec accoudoir (professeur)	1
Table écolier	2
Table écolier avec chaise attachée	1
Meuble porte serviette à casier	1
Tapis de sol (judo)	3
Ouvrages scolaires	Quantité
Ecole Catala	
Avec les mots de tous les jours Langage CM1 - Edition HACHETTE - 1970	30
Images et récits d'histoire Edition M.D.I - 1971	30
Amadou LE BOUQUILLON Edition BOURRELIER - 1972	30
Histoire de France cours élémentaire - Edition Société universitaire d'éditions et de librairie - 1973	30
Activites de vocabulaire CE1 - Edition NATHAN - 1976	30
Activites de vocabulaire CM1 - Edition NATHAN - 1979	30
Sciences expérimentales - 1983	30
L'enfant et la lecture CE1 Edition BELIN - 1988	30
Histoire Géographie CE1 Edition MAGNARD - 1988	30
Les 7 cles pour lire et pour écrire Edition HATIER - 1989	30
Maths CM1 Edition NATHAN - 1997	30
L'île aux mots Lecture expression cyle 3 Edition Nathan - 2009	30
Histoire Géographie Histoire des Arts CE2 Edition BELIN - 2010	30
A portée de maths CE2 - 2010	30
Histoire Géographie Histoire des Arts CM1 Edition BELIN - 2011	30
Histoire Géographie Histoire des Arts CM2 Edition BELIN - 2011	30
Maths CM2 Edition NATHAN - 2011	30

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Pour le Conseil par délégation
Madame le Maire de Saint-Orens,

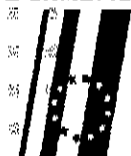


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le :

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :



DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES 8ème alinéa

le Maire de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et reprise des concessions dans les cimetières,

Vu le titre de concession n°34 du 25 septembre 2003 qui accorde à Madame VIAUD DUBOURDIEU Marie-Claire une concession perpétuelle au cimetière de NAZAN, emplacement D/11, moyennant le paiement de 2450 euros,

Vu la demande de rétrocession reçue le 22 août 2016,

Considérant que la concession est vide de toute sépulture et qu'il y a donc lieu d'accueillir favorablement la demande de rétrocession formulée le 19 août 2016 par Madame VIAUD DUBOURDIEU Marie-Claire,

DÉCIDE S/N° 59/2016

ARTICLE 1

La rétrocession à la commune de la concession n° 34, au cimetière de NAZAN, emplacement D/11, demandée par Madame VIAUD DUBOURDIEU Marie-Claire, est acceptée.

Le montant à restituer à Madame VIAUD DUBOURDIEU Marie-Claire, sera calculé comme suit :

- **concession** : valeur initiale de 2450 euros, diminuée de 816,66 euros (somme restant acquise au CCAS de la commune), et de 214,48 euros (correspondant à 13 années d'occupation), soit un montant de 1418,86 euros à restituer à Madame VIAUD DUBOURDIEU Marie-Claire.

- **caveau** : valeur initiale de 1550 euros diminuée de 203,54 euros (correspondant à 13 années d'occupation), soit un montant de 1346,46 euros à restituer.

Soit un montant total de **2765,32 euros** à restituer à Madame VIAUD DUBOURDIEU Marie-Claire.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

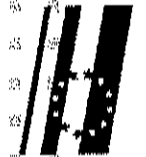
Une expédition sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 25 août 2016.

Pour le Conseil
Par subdélégation de Mme le Maire,
Mme Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales



Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 30/08/2016
Et publication, affichage ou notification le



DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2016020
Emplacement : M/13
Date Echéance : 18 août 2066

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **M. FUERTES Christian, Yvon, Blaise** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 29 rue des Tourterelles**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 58/2016

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. FUERTES Christian, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale :

une **CONCESSION CINQUANTENAIRE**

à compter du 18 août 2016 .

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **2635,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

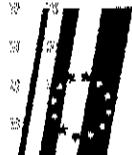
Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 18 août 2016.

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire
Mme Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 24 08 2016
Et publication, affichage ou notification le





DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2016019
Emplacement : H/10
Date Echéance : 17 août 2046

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par M. CANONGE Philippe demeurant à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 21 rue de la Viguerie, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 57/2016

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. CANONGE Philippe et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale :

une CONCESSION TRENTENAIRE

à compter du 17 août 2016.

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de concession nouvelle, moyennant la somme totale de 1504,00 €.

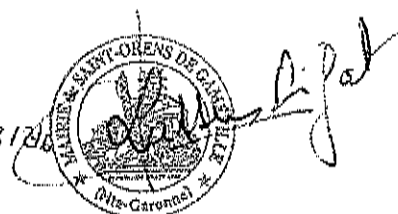
Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 17 août 2016.

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire
Mme Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 26/08/2016
Et publication, affichage ou notification le





DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

**CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

Concession n° : 2016018
Emplacement : H/24
Date Echéance : 11 août 2031

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **Mme AUDOUBERT Sandrine, Christine, Aline (épouse REVERT)** demeurant à **VILLENouvelle, 2 impasse des Côteaux**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 56/2016

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme REVERT Sandrine, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale :

une **CONCESSION QUINZENAIRE**

à compter du 11 août 2016 .

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1305,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressée. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 18 août 2016.

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire
Mme Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales



Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 24/08/2016
Et publication, affichage ou notification le

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.****26^{ème} Alinéa****DEMANDE DE SUBVENTION AU
CONSEIL DEPARTEMENTAL POUR
L'OPERATION D'EXTENSION DE
L'ECOLE MATERNELLE DU CORAIL**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal
charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22
du Code général des collectivités territoriales et notamment les demandes d'attribution de
subvention à l'Etat et à d'autres collectivités territoriales.,

Considérant le projet d'extension de l'école maternelle du Corail

Considérant qu'il appartient à la commune, dans un souci de bonne gestion, de rechercher les
subventions permettant de financer le projet.

DECIDE S/N° 55-2016

ARTICLE 1

De solliciter, dans le cadre du projet d'extension de l'école du Corail, auprès du Conseil
Départemental de la Haute-Garonne, l'attribution d'une subvention l'attribution d'une
subvention la plus large possible, pour aider au financement de cette opération.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil
Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 12/08/16

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 12/08/16

En publication, affichage ou notification le : 12/08/16

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Considérant que trois coffre-forts inutilisés, et non compatibles aux besoins, sont actuellement stockés des les écoles maternelles Catala, Corail et Henri Puis,

Considérant que ces matériels, anciens, volumineux et lourds, rendent impossible tout ré emploi au sein de la collectivité et sont par conséquent destinés à être réformés,

Considérant que ces biens sont amortis et n'ont dès lors, plus de valeur comptable,

Considérant la proposition formulée par la micro-entreprise Bois et Métal, dont l'objet est de recycler et restaurer du matériel d'entreprise et de récupérer lesdits coffre-forts ;

DECIDE S/N° 52-2016

ARTICLE 1

D'accorder l'aliénation à titre gratuit, des trois coffre-forts inutilisés, respectivement stockés aux écoles maternelles Catala, Corail et H. Puis, à la micro-entreprise, spécialisée en recyclage, Bois et Métal, située au 22 Avenue Touja - 09120 VARILHES, N° siret : 350 391 504.

Cette dernière effectuera gratuitement, le retrait des biens directement sur place.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Pour le Conseil par délégation
Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le :

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.
6^{ème} Alinéa –Acceptation d'une
indemnité de sinistre**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 6),

Considérant la délibération n°112/2015 en date du 15 décembre 2015, qui décide d'octroyer la protection fonctionnelle à un policier municipal de la ville,

Considérant le plafond contractuel de prise en charge des honoraires d'avocat prévu dans le lot 5 « protection fonctionnelle des agents et des élus » du marché des assurances de la Ville;

DECIDE S/N° 50-2016

ARTICLE 1

D'accepter l'indemnité de 1 000 € proposée par la SMACL, en règlement des frais d'avocat engagés pour la protection juridique d'un agent.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Pour le Conseil, par délégation,
Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27/07/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

01 AOUT 2016

En publication, affichage ou notification le :

